

*Le Monde 22.6.01 p.14*  
**Les replis de l'Europe européenne**

DANS son langage inimitable, le général de Gaulle parlait d'une « Europe européenne qui soit capable de jouer dans le monde un rôle qui soit mondial ». Les pléonasmes étaient destinés à renforcer l'idée que l'Europe serait un acteur indépendant dans les affaires internationales ou ne serait pas. En ce sens, le général était beaucoup plus européen que beaucoup de ses critiques qui se seraient contentés d'une Europe formelle sans porter atteinte au pouvoir du protecteur américain. La situation n'est plus celle des années 1960, mais la question de savoir si l'Europe européenne, au sens gaullien, a un avenir est toujours d'actualité. La récente tournée de George W. Bush l'a reposée avec acuité.

Au fil de ses interventions, de Madrid à Bruxelles, de Göteborg à Varsovie, le président a clairement dessiné la vision américaine de l'Europe : un vaste espace, allant à l'est jusqu'à la frontière russe, en attendant que les progrès de la démocratie et de l'économie de marché permettent à Moscou de s'y intégrer, structuré autour d'une zone de prospérité économique et de sécurité, représentée par l'Union européenne, sa monnaie unique, sa force d'intervention rapide, le tout placé sous l'ombrelle de l'OTAN. Une « Europe forte », a dit George W. Bush, capable d'absorber, outre les pays candidats du premier cercle, la Turquie, l'Ukraine, les Etats des Balkans, etc., sorte de deuxième pilier d'une communauté transatlantique.

Cette Europe est tentante. Ses attraits s'exercent d'autant plus facilement que le ticket d'entrée paraît moins élevé que le prix exigé jusqu'à maintenant par l'Union européenne : est-il vrai-

ment raisonnable que la « réunification de la famille européenne » suppose la négociation de dizaines de milliers de pages de règlements, de normes, de directives dans les domaines les plus variés et les plus insolites, de ce que l'on appelle « l'acquis communautaire » ? Les pays candidats à l'UE sont donc naturellement sensibles à cette conception de la grande Europe mais elle séduit aussi des membres actuels. Combien de nouveaux venus, au cours des élargissements successifs qui ont eu lieu depuis l'entrée de la Grande-Bretagne, ont rejoint ce qu'on appelait alors la Communauté européenne pour bénéficier d'un grand marché, pour ne pas se retrouver isolés après l'échec de l'Association économique de libre-échange d'inspiration anglo-saxonne, sans pour autant souscrire, sur le fond, aux objectifs politiques de cette Union ?

#### DOUCHE FROIDE

La constatation en a pu être faite lors du dernier élargissement, celui de 1995. Elle ne vaut certes pas pour tous les nouveaux membres. Certains, la Finlande par exemple, se sont montrés très zélés dans leur volonté de rejoindre toutes les politiques intégrées.

Cependant la tentation continue d'exister, et les occasions ne manquent pas d'exiger une pause, voire de remettre en question ce qui a été obtenu, en invoquant diverses raisons : l'élargissement, le résultat négatif de tel ou tel référendum, etc. « L'après-Nice » est significatif à cet égard. Tout le monde, y compris les protagonistes, s'accorde de plus en plus pour dire que le seul intérêt du traité de Nice est d'avoir donné le

signal politique de l'élargissement et ouvert la voie au débat constitutionnel pour l'horizon 2004. Or six mois sont à peine passés que les Européens sont saisis par le doute.

Le « non » irlandais, même s'il n'est pas définitif, a fait l'effet d'une douche froide. La réponse a été de réitérer encore plus fort (à Göteborg) les engagements en faveur de l'élargissement puisque celui-ci semblait mis en cause, au moins dans son calendrier, par les résultats du scrutin irlandais... A la limite, on imagine que – même si Nice n'était pas totalement ratifié –, des candidats pourraient être admis en 2003-2004, pour des raisons strictement politiques, d'ailleurs parfaitement défendables.

La deuxième réaction a consisté à minimiser la portée des réformes institutionnelles qui pourraient être introduites en 2004. Une Constitution peut-être, mais réduite à son expression la plus simple ; intégration de la Charte des droits fondamentaux déjà adoptée et aménagements de la subsidiarité... Mêmes les Allemands, qui étaient très en pointe sur le débat constitutionnel, au sens fort du terme, c'est-à-dire d'organisation des pouvoirs au sein de l'Union pour lui permettre de devenir un acteur politique, semblent maintenant en retrait. Après Nice, disait-on, il y a 2004. Il y aura une vie après 2004, dit-on maintenant pour calmer les impatientes, ce qui est au mieux une lapalissade, au pire une dérobade.

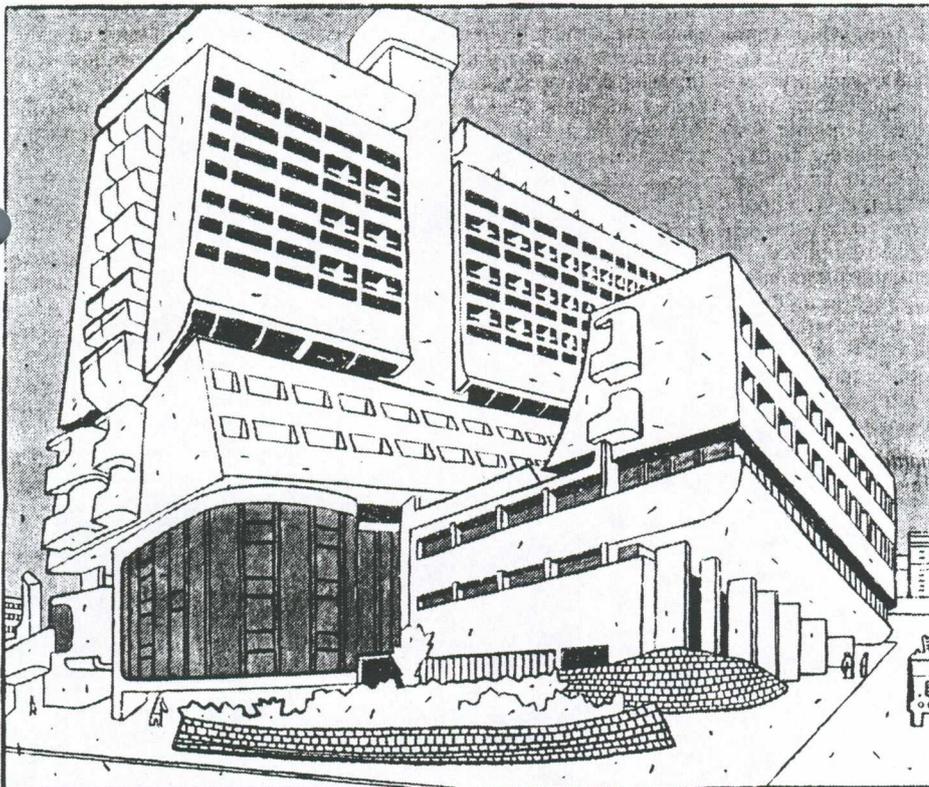
Que se passera-t-il avec l'adhésion de nouveaux pays membres ? Comment l'Union fonctionnera-t-elle ? Ces questions lancinantes « ne sont pas motivées par la fantaisie de quelques idéalistes », dit Joschka Fischer dans le dernier numéro du *Monde des débats*, bien que le ministre allemand des affaires étrangères y paraisse résigné. Il ne faut pas se faire d'illusions, tous les nouveaux ne seront pas des partisans acharnés de l'« Europe européenne ». La plupart, au contraire, sont sensibles aux sirènes américaines car ils voient dans la protection des Etats-Unis (et donc dans l'OTAN) la garantie de leur sécurité. Comme le disait un Lituanien, « l'UE, c'est pour la bonne vie ; l'OTAN, c'est pour la vie tout court ». Certains d'entre eux n'oublieront pas que l'organisation atlantique les a accueillis alors que l'UE les faisait encore lanterner, malgré les avertissements des Américains.

#### UNE AVANT-GARDE

En somme, l'Union risque de se retrouver en 2004 avec de nouveaux membres qu'elle ne peut pas refuser sous peine de provoquer une grave déstabilisation de l'Europe centrale, sans une véritable préparation institutionnelle qui lui permette d'absorber cet élargissement... C'est la meilleure recette pour que l'« Europe européenne » disparaisse dans un vaste magma qui alliera les charmes de la zone de libre-échange à l'inefficacité de l'OSCE ! A moins que, d'ici là, quelques responsables européens ne refusent le naufrage de l'union politique et ne se ressaisissent, en proposant à ceux qui le veulent de créer une avant-garde avec une politique économique, monétaire, étrangère et militaire commune.

Si, dans les deux prochaines années, Tony Blair réussit à convaincre ses compatriotes de rejoindre l'euro, la donne sera complètement changée. Les Britanniques sont hostiles aux institutions européennes quand elles les privent du dernier mot et à une avant-garde s'ils en sont exclus, mais Blair sait que son influence sera plus grande en coopérant avec les Français et les Allemands qu'en cultivant de chimériques « relations spéciales » avec Washington. Le paradoxe serait alors que « l'Europe européenne » soit relancée grâce à la Grande-Bretagne sur qui elle échoua dans les années 1960.

## Le piéton contemporain par Lionel Koechlin



1971. Caserne de pompiers.  
 Jean WILLERVAL & Prvoslav POPOVIC.  
 37 Bd Masséna 13<sup>e</sup> Les garçons  
 rêvent toujours d'être pompiers, mais chez les filles,  
 l'esthéticienne a détrôné l'infirmière.